

## Délibération n° 2019-003-124 du 13 mars 2019

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence**

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

#### **Exposé des Motifs**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche des grands magasins/ magasins populaires a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des grands magasins/ magasins populaires, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,  
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

## Recommandations de France compétences à la Branche des grands magasins/ magasins populaires

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés** : 2156

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	13531435	DROIT, ECONOMIE, GESTION : CONTROLE DE GESTION ET AUDIT ORGANISATIONNEL SPE AUDIT DES ORGANISATIONS ET MAITRISE DES RISQUES (MASTER PARIS 5)	5767	6000	5820	8500
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	16531009	DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES (ESSEC)	20796	10463	7000	12912
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	17025508	INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN ELECTRONIQUE ET ELECTROTECHNIQUE (ESIEE)	17698	10570	9750	11750
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	32031408	COMPTABILITE ET GESTION (BTS)	6915	7500	7112	8400
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	35031002	GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS GEA OPTION GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE (DUT)	6481	7980	7000	8450



Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	35031102	GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT (DUT)	6375	7007	6376	8081
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	45025516	ELECTRICIEN(NE) (BP)	6276	7095	6295	9800
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	50031214	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	4485	4934	4500	5500
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	26E31103	MANAGER TRANSPORTS ET LOGISTIQUE (ENOES EST)	5555	6750	5875	7800
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	26N31202	CHARGE DE PROJETS COMMERCIAUX ET MARKETING A L'INTERNATIONAL (GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL)	13946	7700	6000	9732

\* Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés